

4 Économie

Chute des cours du pétrole

Les mesures à prendre pour atténuer le choc, selon le FMI

Maxime Serge MIHINDOU

Lima/Pérou

Ajustement des politiques budgétaires, surveillance de près des risques, meilleure mobilisation des recettes fiscales, libéralisation des prix des carburants... Ce sont, entre autres, les recommandations du Fonds aux pays producteurs africains durement touchés.

FACE à la dégradation de la situation budgétaire des pays exportateurs de pétrole, en raison de la chute des cours du pétrole, la directrice du Département Afrique du Fonds monétaire international, Antoinette Sayeh, a encouragé, une nouvelle fois, à la faveur d'une conférence de presse, les Etats producteurs dont le

Gabon, à observer un certain nombre de mesures

« Les huit pays exportateurs de pétrole, qui comprennent le Nigeria et l'Angola et qui, ensemble, représentent la moitié du PIB de la région, sont encore plus durement touchés. Dans ces pays, la contraction des recettes d'exportation et la sévérité des ajustements budgétaires pèsent sur la croissance, qui devrait fortement ralentir. De 6 %, elle devrait descendre à 3,5% cette année », a indiqué Mme Sayeh.

Selon la directrice du Département Afrique, les actions à envisager par les différents gouvernements de ces pays pour contrer, ou du moins atténuer, cette conjoncture défavorable sont de plusieurs ordres.

Pour les pays exportateurs de pétrole, la baisse pronon-

cée, et apparemment persistante, des cours du pétrole rend inévitable un ajustement sensible des finances publiques, même si, reconnaît-elle, la marge d'action pour rendre l'ajustement plus supportable se rétrécit de plus en plus.

« Dans la plupart des pays, la politique budgétaire doit continuer de s'inscrire dans un cadre de dépenses à moyen terme, tenant compte de l'impératif de viabilité de la dette, mais aussi des besoins de développement », a souligné Antoinette Sayeh.

L'autre mesure suggérée par la directrice du département Afrique du FMI est la surveillance de près des risques que font peser sur le secteur financier la baisse des cours des produits de base, en particulier dans les pays exportateurs de pé-



Antoinette Sayeh : " la contraction des recettes d'exportation pèsent sur la croissance".

trole, et la dépréciation de la monnaie.

« A moyen terme, il reste essentiel de diversifier l'économie et de renforcer les finances publiques. En particulier, une meilleure mobilisation des recettes, c'est-à-dire la mise à profit du

potentiel fiscal encore largement inexploité de la région, sera le moyen le plus durable de créer un espace budgétaire, de continuer à financer les infrastructures indispensables et les autres besoins de développement, et de réduire le recours à l'endettement pu-

blic. De plus, les pouvoirs publics devront s'attacher à relever la compétitivité de la région pour favoriser l'émergence de nouvelles sources de croissance », a insisté Antoinette Sayeh.

Dans le cas spécifique du Gabon, la directrice du Département Afrique du FMI avait déjà, lors d'un échange privé avec le ministre de l'Économie, Régis Immongault, invité les autorités gabonaises à poursuivre la réforme du secteur pétrolier, avec la libéralisation des prix à la pompe du carburant. Mais aussi à contenir la masse salariale et à continuer la modernisation du cadre de gestion des finances publiques, tout en demeurant attentives au développement du secteur bancaire public.

Petit angle

Le salut par la politique budgétaire

MSM

Lima/Pérou

SELON le Fonds monétaire international, la politique budgétaire peut atténuer ou amplifier les effets de la volatilité des cours des matières premières sur l'économie d'un pays. « Dans de nombreux pays, les fortes variations des prix des produits de base se sont traduites par des fluctuations prononcées des dépenses publiques et ont ainsi accentué l'instabilité de l'économie », indique le Fonds dans son rapport.

L'adoption des réformes qui s'imposent peut donc changer la donne. « Une amélioration des cadres et politiques budgétaires peut permettre de garantir que les ressources naturelles sont véritablement une bonne chose pour les

pays qui en disposent abondamment », a indiqué Vitor Gaspar, directeur du Département des finances publiques du FMI.

L'expérience des dernières décennies montre, en effet, que de nombreux pays ont eu du mal à faire face à la volatilité des cours des matières premières. Leurs dépenses publiques ont tendance à s'accroître nettement pendant les périodes de hausse des prix et à diminuer durant les phases de baisse des cours, souligne le rapport. C'est à ce niveau que la politique budgétaire peut jouer un rôle de premier plan pour répercuter l'instabilité des prix des produits de base sur l'économie nationale. L'instabilité macroéconomique empêche, quant à elle, une croissance durable, souligne le rapport.

« Dans le contexte récent de la chute brutale des prix des produits de base, les pays devront, pour la plupart, réduire leurs dépenses, parfois de manière significative. A contrario, ceux qui disposent d'une marge de manœuvre budgétaire seront en mesure d'actionner les freins à un rythme plus progressif et d'atténuer les répercussions sur l'économie », indiquent les auteurs du rapport.

Le Moniteur des finances publiques souligne l'importance de l'élaboration d'un cadre budgétaire global pour mieux gérer les finances publiques sur fond de grande incertitude. Il décrit quatre principaux domaines d'action :

Premièrement, définir un objectif budgétaire à long terme, adapté pour orienter la politique budgétaire. Cela



Christine Lagarde, directrice général du Fonds monétaire international (FMI).

revêt une importance particulière puisque le pétrole, le gaz et les métaux sont des ressources non renouvelables. Il plaide aussi en faveur d'une épargne de stabilisation de longue durée pour surmonter les chocs de grande ampleur et durables.

Deuxièmement, intensifier

les efforts déployés pour élargir l'assiette des recettes et éviter une dépendance excessive des recettes publiques à l'égard du secteur des ressources naturelles.

Troisièmement, améliorer l'efficacité des dépenses publiques. Les pays riches en ressources naturelles s'expo-

sent à de longues périodes de recettes budgétaires moindres. Une meilleure gestion des investissements et dépenses publiques peut faire en sorte que les projets de dépenses des administrations publiques soient efficaces et génèrent potentiellement des dividendes de croissance importants. Il est aussi possible de réduire encore les subventions à l'énergie.

Enfin, le Moniteur des finances publiques souligne l'importance de la création d'institutions solides. L'expérience montre que les améliorations, en matière de gouvernance et de qualité des services publics par exemple, sont capitales pour utiliser les ressources naturelles d'une manière qui stimulera la croissance à long terme.

A quelques semaines de la Conférence de Paris sur les changements climatiques

Les ONGs gabonaises s'activent

Willy NDONG

Libreville/Gabon

LA ville de Paris (France) abrite du 30 novembre au 11 décembre 2015, la 21e conférence des parties prenantes à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. L'objectif principal

de ce sommet mondial est d'aboutir, pour la première fois, à un accord universel et contraignant permettant de lutter efficacement contre le dérèglement climatique, d'impulser et accélérer la transition vers des sociétés et des économies résilientes et sobres en carbone 8.

À cet effet, l'accord, censé entrer en vigueur en 2020, devra à la fois traiter de l'at-

ténuation — la baisse des émissions de gaz à effets de serre — et de l'adaptation des sociétés aux dérèglements climatiques existants et à venir. Il s'agira de trouver un équilibre entre les besoins et les capacités de chaque pays. La répartition de l'effort entre les émetteurs historiques et les économies émergentes sera l'un des points cruciaux des

négociations.

Dans la perspective de cet événement, le Service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France et l'Institut français du Gabon, avec l'appui de nombreux partenaires, organisent du 15 au 16 octobre 2015, le forum des associations environnementales. Le but de ce conclave est de comprendre les en-

jeux de la lutte contre le changement climatique.

Lors de la première journée du forum, les différents experts présenteront les enjeux de la COP21. Cet exposé sera suivi de trois ateliers sur les thèmes : déchet / eau / énergie, préservation de l'environnement, littoral et espaces marins. Ces différents modules permettront aux participants d'échanger

leurs expériences sur les facteurs de réussite et les contraintes liées à la mise en œuvre des projets environnementaux.

La journée du 16 octobre sera consacrée aux financements des projets existant dans ce domaine, et sur le rôle des associations environnementales dans les négociations internationales sur le climat.

COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 07/10/2015				VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS		
DEV	FIXING			DEV		en date du		
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA			
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxx	1 EUR	655,957	CAC 40	07/10/2015	4692,86
USD	1,1266	1USD =	582,245	1 USD	618,148	DOW JONES	07/10/2015	16790,19
CAD	1,4649	1CAD =	447,783	1 CAD	471,516	BRENT (IPE) US Dollars/Baril		
JPY	135,3000	1JPY =	4,848	100 JPY	504,151	07 Octobre : 52,83		
GBP	0,7358	1GBP =	891,488	1 GBP	928,533			
CHF	1,0882	1CHF =	602,791	100 CHF	63117,46			
ZAR	15,0690	1ZAR =	43,530	100 ZAR	4526,62			
MAD	10,9175	1MAD =	60,083	1MAD	62,48			
CNY	7,1621	1CNY =	91,587	1CNY	94,33			

CHANGE



Union Gabonaise
de Banque

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>